

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service du personnel BIATSS

33 boulevard du Port

95011 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone 33 (1) 34 25 60 02

La Directrice des Ressources Humaines

à

L'ensemble des personnels administratifs (BIATSS),
titulaires et contractuels

Cergy, le 30 novembre 2022

Affaire suivie par : Gaëlle JOVENET

courriel : gaelle.jovenet@cyu.fr

Objet : Notice explicative compte épargne temps 2023

Définition : Le compte épargne-temps (CET) permet d'épargner des jours pour les utiliser ultérieurement sous forme de jours de congés, ou pour se les faire indemniser ou encore, pour les placer en épargne retraite si vous êtes fonctionnaire.

Informations générales : Le décompte des 52 jours de congés accordés par l'université pour une année effective de travail à temps plein se décompose comme suit :

- 45 jours de congés annuels (base de calcul pour le CET)
- 5 jours de RTT
- 2 jours de fractionnement

Qui peut bénéficier du CET ?

Tout agent de l'Université, titulaire ou contractuel, ayant accompli au moins 12 mois de service de manière continue au moment de la demande, peut prétendre à l'ouverture d'un CET. Celle-ci se fait à la demande de l'agent par la voie hiérarchique.

Les fonctionnaires stagiaires, les enseignants, les enseignants-chercheurs, les personnels engagés à la vacation sont exclus de ce dispositif.

I) Conditions d'ouverture et d'alimentation du compte épargne temps

La demande d'ouverture et de première alimentation d'un CET se fait à la demande expresse de l'agent au moyen de [l'annexe 1](#) (cf [MOP 1](#)) sur la base de jours entiers.

La demande d'alimentation d'un compte CET déjà existant se fait, elle, au moyen de [l'annexe 2.](#) (cf [MOP 2](#))

La demande n'a pas à être motivée et elle devra être transmise par la voie hiérarchique au service gestionnaire.

Le CET ne peut être alimenté pendant la durée d'un congé de présence parentale, d'un congé de longue maladie, d'un congé de longue durée.

Ne peuvent être versés sur le CET :

- o Les jours de congés non pris dont le report est autorisé sur l'année suivante
- o Les congés bonifiés ;

- o Les jours constitués au moyen de cumul d'heures résultant de l'application des dispositifs de débit/crédit de l'horaire variable ;

Les jours constitués au moyen de cumul d'heures supplémentaires, de compensation, de sujétions particulières, de pénibilité, de dérogation aux garanties minimales, de travail occasionnel, d'astreintes, etc. Les jours de congés non pris, non reportés et dont le versement sur le CET n'a pas été demandé au 31 décembre 2023 sont perdus.

Il convient de veiller à ce que les agents puissent prendre la majorité de leurs congés annuels de manière régulière pour éviter des difficultés de fonctionnement ultérieures.

Les 7 jours de différence avec les 52 jours accordés par l'université et les 45 jours de congés légaux sont à utiliser en jours de congés reportés.

Pour information ci-dessous le récapitulatif d'éligibilité par temps de travail :

Quotité de temps de travail	Nombre de jours de congés à prendre sur l'année de référence pour être éligible au CET	Compteur de congés annuels légaux
100%	20 jours minimum	45 jours annuels
90%	18 jours minimum	40.5 jours annuels
80%	16 jours minimum	36 jours annuels
70%	14 jours minimum	31.5 jours annuels
60%	12 jours minimum	27 jours annuels
50%	10 jours minimum	22.5 jours annuels

II) Droit d'option

Dès lors que le solde du CET est supérieur à 15 jours, l'agent doit opter chaque année au moyen de [l'annexe 3](#) (cf [MOP 3](#)), **même s'il n'a pas alimenté son CET**, au plus tard le **31 janvier 2024** délai de rigueur.

Les jours excédant ce seuil (à partir du 16ème) devront faire l'objet d'une option :

- Le maintien pour utilisation en congés
- L'indemnisation
- La prise en compte au titre du Régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP) pour les agents titulaires ; ou toutes combinaisons possibles de ces trois options.

Attention :

Si l'agent titulaire n'opte pas, il est réputé avoir choisi une prise en compte au titre du RAFP. Par contre, si l'agent non titulaire n'opte pas, il est réputé avoir choisi l'indemnisation des jours excédant le seuil de 15 jours.

Récapitulatif pour les agents titulaires :

Jours inscrits sur le CET	Choix possibles
Du 1 ^{er} au 15 ^{ème} jour	– congés
Du 16 ^{ème} au 60 ^{ème} jour	– Indemnisation dans la limite de 15 jours – % RAFP – Congés dans la limite de 10 jours par an
A partir du 61 ^{ème} jour	– Indemnisation dans la limite de 15 jours – % RAFP

Récapitulatif pour les agents non titulaires :

Jours inscrits sur le CET	Choix possibles
Du 1 ^{er} au 15 ^{ème} jour	– congés
Du 16 ^{ème} au 60 ^{ème} jour	– Indemnisation dans la limite de 15 jours – Congés dans la limite de 10 jours par an
A partir du 61 ^{ème} jour	– Indemnisation dans la limite de 15 jours

Pour l'ensemble des agents, les jours retenus pour l'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP sont définitivement retranchés du CET à la date d'exercice du droit d'option. Le versement de l'indemnisation est effectué en une seule fois sur l'année de la demande.

NB : Les agents ayant bénéficié des dispositions spécifiques à l'année 2020 lors de la pandémie covid-19 pour lesquels le plafond a été porté à 70 jours maximum et la progression annuelle a été fixée à 20 jours maximum. Les années suivantes, les jours ainsi épargnés excédant le plafond global de jours prévu par l'arrêté du 28 août 2009 (60) peuvent être maintenus sur le compte épargne temps ou être consommés selon les modalités définies à l'article 6 du décret du 29 avril 2002.

III) Tarif d'indemnisation

Les montants journaliers sont forfaitaires et définis par catégorie statutaire par l'arrêté du 28 novembre 2018 pris pour l'application du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié :

- Catégorie A : 150 € brut
- Catégorie B : 100 € brut
- Catégorie C : 83 € brut

Le montant de l'indemnisation est soumis aux règles d'imposition et aux cotisations sociales des primes et indemnités.

Pour les agents travaillant à temps partiel, ce même montant n'est pas soumis à proratisation en fonction de la quotité travaillée par ces agents.

V) Règles d'utilisation des jours maintenus sous forme de congés

L'agent peut utiliser des jours épargnés sur son CET sous forme de congés à tout moment de l'année ([annexe 4](#)). La prise de ce congé doit être compatible avec les nécessités de service.

Toutefois, à l'issue d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant, d'un congé de proche aidant ou d'un congé de solidarité familiale, l'agent qui en fait la demande bénéficie de plein droit des droits à congés accumulés sur son compte épargne-temps.

VI) Dispositions relatives au transfert des droits :

En cas de mobilité au sein de la Fonction publique, le CET est transférable.

Le service des personnels BIATSS reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

La directrice des ressources humaines

Fatima LAMRANI

Références :

- Décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat
- Décret n° 2008-1136 du 3 novembre 2008 modifiant le décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et indemnisant des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents de la fonction publique de l'Etat
- Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat
- Décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits acquis au titre du compte épargne temps (CET) en cas de mobilité des agents de la fonction publique
- Arrêté du 28 juillet 2004 portant application dans les services déconcentrés et établissements relevant du ministère de l'éducation nationale du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat
- Arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret 2002-634 du 29 avril 2002 modifié
- Arrêté du 28 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 août 2009 pour l'application du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique d'Etat
- Circulaire DGRH C1-2 n° 2019-144 du 24 septembre 2019.
- Arrêté du 11 mai 2020 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps

Annexes :

- [Annexe 1](#) (cf [MOP 1](#)) : demande d'ouverture et de 1ère alimentation d'un CET
- [Annexe 2](#) (cf [MOP 2](#)) : demande d'alimentation d'un CET
- [Annexe 3](#) (cf [MOP 3](#)) : demande d'exercice du droit d'option
- [Annexe 4](#) : demande d'utilisation d'un CET sous forme de congés
- [Annexe 5](#) : état de situation des congés et du CET